

Café et cacao au Sud Cameroun : évolutions et contrastes sociaux

► AGRICULTURE FAMILIALE

Valantine Achancho, ingénieur agronome, expert en développement rural et management de projets.
achancho_va@yahoo.fr

LA RÉGRESSION RELATIVE des cultures de café et de cacao varie d'une zone à l'autre du Sud Cameroun. Mais, surtout, les recompositions mettent en évidence différentes catégories d'acteurs, aux intérêts divergents.



IL Y A UNE QUINZAINE D'ANNÉES, la zone Sud et Centre du Cameroun se caractérisait par une prédominance de systèmes de production à base de cultures de cacao et café¹. Toute l'organisation du système agraire était alors articulée autour de ces cultures destinées à l'exportation, pourvoyeuses de revenus pour les producteurs et de devises pour le pays : producteurs relativement « spécialisés » dans la production de ces graines, sociétés d'État qui assuraient l'approvisionnement en intrants, la vulgarisation, le transport, la transformation et la commercialisation.

Dans les années 90, avec la baisse des prix de vente sur le marché international de ces produits d'exportation, le désengagement de l'État de certaines fonctions en amont et aval de la production et l'âge élevé des vergers, ces systèmes de production ont connu une forte crise. La fragilisation des revenus a induit des changements importants dans les systèmes de production : les producteurs ont favorisé l'extensification et la minimisation des coûts de production, grâce à la réduction voire la suppression des traitements phytosanitaires sur les

cacaoyères et des apports d'engrais sur les caféières. La diversification a également eu lieu, avec transfert de la main d'œuvre familiale — masculine en particulier — vers les cultures vivrières à cycle court ou le maraîchage à forte valeur commerciale. La limite à l'extension des surfaces cultivables et la moindre disponibilité foncière font que l'on a aussi assisté, dans certaines zones, à un important phénomène d'arrachage des caféiers, malgré les menaces de représailles des administrations de tutelle.

D'un paysage agraire relativement homogène et centré sur les cultures d'exportation, on assiste à partir des années 90, à la régression générale de la place du cacao et des cafés. Des évolutions différenciées cependant se sont dessinées (présentées dans cet article en 6 zones), selon les conditions géographiques des zones et les particularités socio-économiques, culturelles et démographiques des populations.

Dans la Lékié, des exploitations morcelées, en raison de la forte densité de population. Dans cette zone très proche de Yaoundé, l'espace est saturé avec une densité de population oscillant entre 100 et 150 hab./km². Le cacao est longtemps resté la culture dominante dans les systèmes d'explo-

itation, mais ces systèmes ne sont plus viables aujourd'hui : avec les héritages successifs, de génération en génération, les superficies moyennes des exploitations sont passées de 2 à 1 ha ces dernières an-

nées, les cacaoyères ne permettent plus alors de faire vivre une famille. Aussi, la dynamique de production est marquée par le développement des spéculations à cycles courts (maïs, manioc, tomate) et, dans les bas-fonds, la pis-

ciculture est généralement associée à l'élevage de la volaille ou des aulacodes, sources de revenus supplémentaires des ménages.

Comme tous ne peuvent vivre des produits des exploitations devenues trop petites, on observe différents mouvements migratoires. De nombreux jeunes sont allés à Yaoundé faire des études et/ou chercher du travail. Diplômés ou non, n'ayant pas trouvé d'emploi en ville, ces jeunes sont revenus dans la Lékié après quelques temps ; et là, faute de pouvoir accéder à la terre, un second mouvement migratoire des jeunes s'observe, vers le Mbam et Kim à présent (zone présentée ci-dessous).

Dans la zone du Mbam, une dynamique de front pionnier : la fuite en avant vers une différenciation des systèmes de production ? Dans cette zone située dans la province du Centre se développe un nouveau front pionnier, colonisé en majorité par les populations venues de la Lékié, et favorisé par une main d'œuvre saisonnière venant de la partie Nord Ouest du pays.

Si le cacao reste toujours présent, ce front pionnier se développe cependant dans une logique de diversification notamment sur le vivrier (maïs, plantain, macabo, igname, etc.) en réponse à un marché de proximité et sous-régional en expansion (marché de Yaoundé et du Gabon). Toutefois les difficultés de commercialisation, de stockage, de transformation et de conservation sont des limites certaines à l'expansion du vivrier.

Le palmier à huile surtout, présenté comme une alternative à la cacaoculture, y tient une place croissante (finalité commerciale et alimentaire). La culture du palmier est l'affaire des élites² parce

2. Il s'agit des hauts fonctionnaires ou hommes d'affaire, dont l'activité agricole est secondaire. Ils sont généralement qualifiés de « propriétaires absents ».

« LA RÉGRESSION DU CACAO ET

DES CAFÉS EST GÉNÉRALE, MAIS

DES ÉVOLUTIONS DIFFÉRENCIÉES SE

DESSINENT »

1. Dans les années 60, le Cameroun était le premier producteur de cacao.

qu'elle nécessite un important investissement de départ et des garanties sur la propriété foncière, donc la maîtrise des rouages administratifs. Les superficies de plantations sont de plus en plus importantes : de 20 à 30 ha, jusqu'à 100 ha et plus. Il faut cependant noter qu'un mouvement de replantation du cacao se dessine de la part des jeunes agriculteurs qui s'installent sous l'encadrement des écoles rurales³.

Dans la zone d'Eseka, en pays Bassa, de grandes palmeraies villageoises sous l'impulsion de projets étatiques.

La cacao-culture laisse ici progressivement place au développement de palmeraies villageoises, favorisées par la mise en place par l'État de projets tels que Pèpipalm ou le projet PPTE⁴ sur la relance des palmeraies.

Ces palmeraies couvrent aujourd'hui plus de 45 000 ha et produisent quelques 30 000 à 40 000 tonnes d'huile brute, dont 10 000 tonnes sont transformées par les huileries industrielles, et le reste par le secteur informel.

Le manioc et le bananier plantain en culture pure gagnent également de l'espace.

Dans la zone d'Ebolowa-Sangmelima, développement de grandes plantations et saturation foncière.

La cacao-culture reste présente avec des systèmes de production relativement homogènes caractérisés par les superficies de petites tailles et une main d'œuvre familiale en pleine recomposition. En effet, grâce aux opportunités offertes par le marché intérieur et les marchés transfrontaliers (Gabon et Guinée Équatoriale), on assiste à une expansion des superficies de manioc et surtout de bananier plantain, cultures jadis considérées comme l'affaire des femmes mais qui sont aujourd'hui également pratiquées par les hommes.

Si le cacao reste un marqueur foncier, il commence cependant à subir la concurrence des vastes plantations de palmier à huile des élites (jusqu'à 200 ha). Cette concentration foncière pose des problèmes d'accès à la terre surtout pour les jeunes de familles pauvres. Si le droit coutumier précise que la terre appartient à celui qui

la met en valeur, la méconnaissance des rouages administratifs ne permet pas à ces familles d'obtenir des titres fonciers et de sécuriser des terres pour leur descendance.

Les terres exploitables sont de plus en plus éloignées. Certaines familles sont obligées de créer des habitations secondaires à 10 ou 15 km des villages pour exploiter la terre. D'autres familles, ne disposant pas d'accès à la terre, deviennent salariées agricoles dans les palmeraies des élites.

Dans la zone Sud Ouest, une petite cacao-culture familiale jouxte des plantations agro-industrielles.

L'agriculture paysanne reste ici dominée par le cacao, principale source de revenus. La crise des années 90 n'a pas véritablement freiné la dynamique de replantation. Ces producteurs ayant mis à profit la remontée des prix du cacao pour replanter, cette zone de production est de fait aujourd'hui la plus importante au Cameroun. La dynamique est portée notamment par certains personnels des entreprises publiques et du secteur privé en préparation de leur retraite et par les jeunes sans emplois venus s'installer dans les villages.

Le salariat agricole et le métayage sont assez développés dans cette zone (immigrés du Nord Ouest et nigériens). On note aussi une tendance à la diversification autour de cultures vivrières (macabo, plantains, patates) et le développement de palmeraies villageoises dans le département de la Meme.

Les possibilités de création de nouvelles grandes plantations sont aujourd'hui limitées par des obstacles naturels (le mont Cameroun) et la présence déjà marquée de plantations agro-industrielles (hévées, palmiers de la Cameroon Développement Corporation, bananiers de Delmonte, etc.).

La zone Moungo et Ouest, la disparition progressive de la culture du café.

Dans le Moungo, la grande partie du foncier est occupée par les multinationales produisant de la banane douce et de l'ananas. Dans cette zone, on assiste à un important phénomène d'arrachage du café, qui laisse place aux ananas et à la papaye solo pour le marché d'exportation ou à des cultures pures de maïs. De nouvelles pratiques de vente, mais surtout de location des terres (50 000 FCFA/ha/

an, soit 77 euros) se développent, au profit de nouveaux agriculteurs *businessmen*.

À l'Ouest, le café a également fortement régressé, remplacé par endroit par les colatiers et d'autres arbres fruitiers jouant le rôle de marqueur foncier. Les hommes se sont lancés dans les productions vivrières (maïs, haricots, macabo, pommes de terre, etc.), généralement en association, et maraichères (tomates, pastèques, haricots verts). Les réserves de raphiales (forêts marécageuses) des bas-fonds font place à des cultures intensives de produits maraichers, notamment en contre-saison grâce à l'utilisation de moto-pompes.

L'évolution des systèmes agraires et de production reste fortement liée aux stratégies de minimisation des risques adoptées par les producteurs.

Notamment en ce qui concerne la gestion des coûts induits par la conduite des vergers cacao et café (abandon progressif du suivi et de l'entretien de l'arbre en l'absence de prix incitatif au niveau du marché).

Pour ce qui est du café, les enjeux actuels et les perspectives à moyen terme tournent autour de la conquête des marchés de niche (cafés d'origine, commerce équitable). Les opportunités à moyen et long terme sont très favorables à un développement de l'exportation sur les marchés chinois, des pays émergents, ou encore de l'Union européenne.

Conscients de ces enjeux, les pouvoirs publics au plus haut niveau de l'État ont déjà fixé le développement de ces produits comme prioritaire pour relever et stabiliser les revenus dans les zones du Centre et du Sud Cameroun. La création d'un fonds de relance des filières cacao et café, cogéré par les producteurs et l'État, est l'un des instruments stratégiques composant le programme. De même, l'appui au développement de la production, l'amélioration de la commercialisation, le développement d'une demande locale et sous-régionale et l'effort de transformation locale sont les axes directeurs du programme de relance du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Minader). ■

3. Comme le centre de développement rural de Talba (CDRT) par exemple.

4. Pays pauvres très endettés.